

Afrique, et nous souhaitons que les Noirs, africains, jouissent de droits politiques égaux à ceux des Blancs. Mais cela n'est pas accepté encore en Afrique du Sud ni en Rhodésie, et les Portugais tiennent toujours à considérer leurs territoires, comme faisant partie du Portugal. Je puis seulement dire que l'Afrique continuera d'être placée devant ce problème tant qu'un règlement politique ne sera pas trouvé, et cela détourne bien entendu de l'oeuvre du développement, tout comme la guerre indo-pakistanaise fait négliger les grands problèmes du développement auxquels les peuples de ces pays devraient s'intéresser en premier. Au lieu de mener à bien cette oeuvre de construction, on détourne les ressources vers les usages destructeurs de la guerre.

LE CANADA ET L'OEA

Q. Nous avons depuis longtemps des liens avec les pays des Antilles et de l'Amérique latine, mais l'année écoulée ne semble pas avoir été riche en événements marquants. Que devient la politique du Canada dans la région?

R. Il y a eu de fait un événement plutôt marquant, et c'est la perspective de l'établissement d'un observateur permanent pour le Canada auprès de l'Organisation des États américains. Cette décision a été prise par le Canada il y a deux ou trois ans et nous avons travaillé dans cette direction. Nous avons maintenant toutes raisons de croire que nous deviendrons en 1972 observateur permanent à l'OEA, avec mission diplomatique accréditée auprès de l'Organisation. C'est là un grand pas, reconnu comme tel par les Latins, dont certains auraient préféré nous voir devenir membre à part entière mais qui sont néanmoins ravis de notre admission à ce titre. Nous avons également adhéré à un certain nombre d'organismes associés à l'Organisation des États américains, l'Organisation panaméricaine de la Santé, par exemple. Nous avons fait une demande d'adhésion à la Banque interaméricaine de développement à laquelle n'appartenaient jusqu'ici que les membres de l'OEA, mais nous pouvons maintenant devenir membre de la Banque. C'est un fait nouveau et un point intéressant des relations entre le Canada et les pays de l'Amérique latine. Nous avons pris également des dispositions pour accroître notre programme d'aide à l'Amérique du Sud. Nous avons, bien entendu, un programme d'aide fort important dans la région des Antilles, mais nous accélérons celui de l'Amérique latine, tant sur le plan bilatéral que par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement.

RELATIONS AVEC LE PACIFIQUE

Q. L'une des plus grandes initiatives de l'année dernière et de l'année précédente a été l'action entreprise dans le Pacifique et les progrès de nos relations avec l'Union soviétique. Voyez-vous se

développer davantage les relations du Canada avec les pays de cette région?

R. Oui, je crois que nos relations, dans le Pacifique bien entendu, vont prendre rapidement de l'essor. Je ne pense pas que la plus grande partie des Canadiens qui vivent dans l'Est du Canada savent à quel point ces relations sont déjà fermement établies. Ceux qui vivent à l'ouest des Grands lacs en sont beaucoup plus conscients, en raison des énormes ventes de blé qui ont été faites à la Chine et au Japon, des grands investissements que les Japonais ont effectués sur la côte de l'Ouest, et des ventes importantes au Japon de métaux et autres produits de base. Le Japon est devenu notre troisième partenaire commercial, après les États-Unis et la Grande-Bretagne, et avancera probablement sous peu au deuxième rang. Nos relations avec ce pays ont suivi le rythme de cette évolution et continuent de prendre de l'ampleur. Le Japon est l'un des deux pays avec lesquels nous avons régulièrement des réunions ministérielles; nous nous réunissons en effet chaque année au Canada ou au Japon entre ministres, trois ou quatre ministres de chaque pays, pour l'examen de nos intérêts communs. Voilà qui marque certes le développement de nos relations. Nous avons été l'un des premiers pays, ces dernières années, à demander que Pékin soit reconnu comme Gouvernement de la Chine. Nous avons été à l'origine du mouvement qui a contribué à porter Pékin au siège de la Chine aux Nations Unies. Il est juste, je crois, que l'on nous ait attribué cette initiative. Je pense que nous avons trouvé la formule. Nous avons trouvé les moyens qui nous permettaient de reconnaître Pékin sans devoir nous prononcer sur le statut de Taiwan. Nos relations avec l'Indonésie commencent à se développer. L'Indonésie sera peut-être avant longtemps l'un des pays les plus importants du Sud-Est asiatique. Elle a une population presque aussi nombreuse que le Japon: elle possède d'énormes ressources; nous avons donc cherché progressivement à développer nos relations dans ce sens. Nous avons aussi renforcé nos liens avec la Malaisie. Malheureusement, en ce qui concerne l'Inde et le Pakistan, tout a subi un recul du fait de la guerre mais ce n'est pas que nous n'ayons essayé d'agir utilement. Nos relations avec la région du Pacifique ne peuvent donc que s'intensifier désormais, même avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, avec lesquelles nous étions plutôt indirectement en contact par l'intermédiaire du Commonwealth. Nous procédons maintenant à des échanges de visites directes. Les Australiens ne font plus seulement que passer nous voir en se rendant à Washington, ils viennent essentiellement pour visiter le Canada et, pour notre part, nous modifions au besoin notre itinéraire pour échanger des vues avec les Australiens et les Néo-Zélandais, fait plutôt nouveau dans les relations du Canada avec les pays des antipodes.